

Le barrage de Codole en Balagne sert notamment à l'alimentation en eau potable. J-P MAZZI

Les jeunes insulaires la première semaine de juillet, avant les conseillers de l'Assemblée de Corse, à la fin du mois.

C'est dans cet ordre que Saveriu Luciani, conseiller exécutif, président de l'office de l'équipement hydraulique de la Corse -OEHC- a choisi de dévoiler le schéma d'aménagement hydraulique de la Corse.

« Après avoir échangé sur ce nouveau document avec le décideur, c'est-à-dire le conseil exécutif, puis avec notre propre conseil d'administration, nous avons fait le choix de donner la primauté du texte à l'Assemblée di a ghjuventu qui, par définition incarne la Corse de demain. En outre, il est nécessaire que cette institution remplisse sa véritable vocation », résume le président.

D'autant que l'hémicycle où siègent des conseillers de 16 à 25 ans est propice, également, à un dialogue constructif. « Le débat a duré plus de deux heures. Les jeunes se sont montrés très intéressés, y compris par des sujets concernant l'avenir touristique et énergétique de l'île », se félicite-t-il.

Les digressions n'ont rien de surprenant. On ne peut pas parler d'eau sans donner de la visibilité à d'autres enjeux. « L'eau constitue la matrice. Elle est l'encre bleue

qui sert à écrire l'avenir d'un territoire. Elle participe à la construction d'une société. Elle renvoie à des considérations variées, entre autres économiques, agricoles. À partir de l'eau, condition élémentaire de la vie, il y a toute une feuille de route à décliner », insiste-t-il.

Climat et démographie

Pour l'heure, depuis l'office d'équipement hydraulique de la Corse, « dont le rôle ne se réduit pas à celui d'un vendeur d'eau et d'un poseur de tuyaux », selon la formule du président, on se veut porteur « de grandes orientations », d'une vision prospective globale à échéance de 30 ans, mais aussi d'un changement d'aiguillage majeur. « Le premier schéma d'aménagement de la Corse avait été tracé par la Somivac, la société de mise en valeur de la Corse, dans les années 50. Ce système, subi, s'inscrivait dans un contexte de décolonisation, en Afrique du Nord », rappelle Saveriu Luciani.

En 2020, la méthode est tout autre. « Acqua Nostra 2050 est pensé pour les Corse par des Corse », autrement dit par les équipes de l'OEHC, très en pointe d'ailleurs sur la réflexion concernant le réchauffement climatique. Le diagnostic est posé.

Il fait appel à une hausse continue des températures. « À titre d'exemple, à Ajaccio et Bastia, les moyennes ont augmenté de 1,6° entre 1981 et 2010 selon Météo France », précise-t-on.

À cela s'ajoute une réduction de 20 % des « précipitations efficaces », ainsi qu'une baisse des débits moyens des cours d'eau estimée à 18 % depuis les années 1980. « Ce qui trouve son illustration, notamment, à travers des périodes d'étiage plus longues, de mai à octobre, et des étages hivernaux plus marqués », relève Marie-Line Casabianca, responsable service ingénierie.

En parallèle, le phénomène d'évapotranspiration a pris de l'ampleur tandis que le manteau neigeux fond à vue d'œil. « Ce qui constituait auparavant un réservoir d'eau supplémentaire est aujourd'hui amoindri compte tenu de la diminution des précipitations et de l'augmentation des températures », commente la responsable. Conséquence du processus météorologique à l'œuvre ; des besoins en eau supérieurs durant la période estivale et des périodes d'irrigation plus larges.

Les experts de l'OEHC ont fixé un autre paramètre essentiel, la démographie. « Les données issues du recensement 2017 font état de 334 989 habitants, répartis à travers l'île. Elles démontrent également que la Corse est le département qui enregistre le taux de croissance le plus élevé de métropole. À cette population résidente se superpose une population saisonnière, l'équivalent de trois millions de visiteurs chaque année. »



Ange de Cicco, directeur OEHC, Camille Ceccaldi, responsable unité hydroclimatologie, Saveriu Luciani, Marie-Line Casabianca responsable service ingénierie, Stéphane Mendez, ingénieur service ingénierie.

Et le cours des choses devrait s'accélérer à un rythme soutenu. « Selon les projections de l'Insee, la Corse comptera 385 000 habitants dans trente ans, soit 15 % de plus qu'aujourd'hui. Le nombre de nuitées touristiques selon le statisticien s'établit à 37,2 millions. Il devrait, si la tendance se poursuit, enregistrer une progression de 68 % », rappelle Marie-Line Casabianca.

Rehausser les ouvrages

Autant d'indicateurs qui convergent vers une consommation en eau accrue. « Le besoin en eau potable est de 200 litres par jour et par personne. Si on s'appuie sur ces bases, le besoin annuel en eau potable de la population résidente passerait de 24,5 Mm³ en 2017 à 28,4 Mm³ à horizon 2050. Le besoin touristique en eau potable de 7,4 Mm³ en 2017 monterait à 12,4 Mm³ en 2050. Au total, la Corse nécessiterait 40,8 Mm³ d'eau potable en 2050 contre 31,9 en 2017, soit 28 % de plus », calcule-t-on depuis l'office.

Les prévisions vont dans le même sens s'agissant de l'eau brute agricole. Elles se fondent sur le système d'information géographique de l'office, sur le registre parcellaire graphique, sur des informations recueillies auprès des chambres d'agriculture. « Le besoin actuel total, à cet égard est estimé à 47,4 mm³. Plus des deux tiers -33Mm³- concernent la

Plaine orientale. En 2050, en considérant cette fois-ci l'ensemble des parcelles situées dans l'emprise des réseaux existants, le besoin d'eau brute équivalendrait à 67,6 Mm³ soit 39 % de plus ». Auxquels il conviendrait d'ajouter 3 Mm³ d'eau brute d'agrément, consommée chaque année -contre 2,5 Mm³ aujourd'hui - par des particuliers qui ont des jardins, et qui procèdent à différentes opérations de lavage.

Depuis l'office, l'attention s'est portée sur le rendement des réseaux, les possibilités de stockage. Le raisonnement a englobé un inventaire de la ressource et un examen hydraulique très détaillé de chaque microrégion. Alors, on aborde l'avenir conscient des difficultés. « Concernant l'eau brute, dans le cas d'une situation hydrologique estivale similaire à celle de 2017, la capacité de stockage actuelle serait insuffisante pour répondre à la demande exprimée par ce secteur. Le déficit atteindrait 1,3 Mm³ en 2040 et 2,5 Mm³ en 2050. Dans un scénario moyen, le déficit interviendrait en 2043 et s'établirait à 0,7 Mm³. »

Mesures immédiates

Les aléas météorologiques pourraient bouleverser ces modèles bien plus tôt que prévu. « Si nous sommes confrontés à deux saisons sèches consécutives, nous risquons de nous retrouver dans une situation très délicate à

gérer », résume Saveriu Luciani. Dans ce contexte, le stockage, la disponibilité immédiate de la ressource constituent des enjeux majeurs. Ce qui implique de développer les infrastructures existantes et d'en créer d'autres. Au sein du schéma d'aménagement, la question des « ouvrages à réaliser pour assurer la satisfaction de l'ensemble des besoins de notre île pour les 30 prochaines années » est primordiale. Les solutions retenues correspondent « à la rehausse des ouvrages existants », « à la mise en service de nouveaux ouvrages ».

Parmi les autres actions stratégiques retenues figurent la sollicitation de nouvelles ressources hydriques et des transferts renforcés. Pour coller à l'air du temps, la Corse devra aussi faire porter l'accent sur les prélèvements instantanés, sur un réajustement des valeurs de débits réservés ou encore sur la modernisation des barrages existants, tout en intégrant à la démarche « des actions de développement durable ».

Le calendrier est d'ores et déjà établi. « Le phasage que nous proposons comprend des mesures immédiates, donc à échéance de deux ans, puis à court, moyen et long terme c'est-à-dire 20 ans, avec la réalisation de grands barrages, par exemple. Acqua Nostra 2050 c'est aujourd'hui. Le changement climatique à l'œuvre nous oblige à avancer très vite ».

VÉRONIQUE EMMANUELLI

